

MEMORIAL

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.

SAMEDI, 15 mai 1886.

N^o 28.

Samstag, 15. Mai 1886.

Arrêté royal grand-ducal du 12 mai 1886, portant approbation de modifications aux statuts de la « Société des chemins de fer et minières Prince-Henri ».

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu Notre arrêté du 28 octobre 1877, qui autorise l'établissement de la « Société anonyme luxembourgeoise des chemins de fer et minières Prince-Henri » et approuve les statuts de cette société ;

Vu l'expédition authentique d'un procès-verbal reçu par le notaire Reuter de Luxembourg, le 13 mars 1886, contenant les modifications apportées aux statuts susdits par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du même jour ;

Vu l'art. 37 du code de commerce ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les modifications aux statuts de la « Société anonyme luxembourgeoise des chemins de fer et minières Prince-Henri », telles qu'elles sont relatées dans le procès-verbal Reuter sus-

Königl.-Großh. Beschluß vom 12. Mai 1886, wodurch Abänderungen an den Statuten der „Prinz-Heinrich-Eisenbahnen- und Erzgruben-Gesellschaft“ genehmigt werden.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 28. October 1877, wodurch die Errichtung der „Anonymen Luxemburgischen Prinz-Heinrich-Eisenbahn- und Erzgruben-Gesellschaft“ gestattet und deren Statuten genehmigt wird ;

Nach Einsicht der urkundlichen Ausfertigung des durch den Notar Reuter von Luxemburg am 13. März 1886 aufgenommenen Protokolls, enthaltend die durch die außergewöhnliche General-Versammlung der Aktionäre am selben Tage vorgenommenen Abänderungen an den vorgenannten Statuten ;

Nach Einsicht des Art. 37 des Handelsgesetzbuches ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die Abänderungen an den Statuten der „Anonymen Luxemburgischen Prinz-Heinrich-Eisenbahn- und Erzgruben-Gesellschaft“ sind nach dem Wortlaute des obenerwähnten Protokolls,

mentionné du 13 mars 1886, annexé en expédition au présent arrêté, sont approuvées.

Art. 2. L'approbation est accordée sans préjudice aux droits des intéressés et Nous Nous réservons de la retirer en cas de violation ou de non exécution des statuts ou de contravention aux diverses obligations contractées par la dite société.

Art. 3. Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Au Loo, le 12 mai 1886.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
Ed. THILGES.*

GUILLAUME.

welcher gegenwärtigem Beschlüsse in Ausfertigung angefügt ist, genehmigt.

Art. 2. Die Genehmigung ist vorbehaltlich des Rechtes der Betheiligten bewilligt, und Wir behalten Uns vor, dieselbe, im Falle der Verletzung oder Nichterfüllung der Statuten oder der Zuwiderhandlung gegen die von der genannten Gesellschaft eingegangenen Verbindlichkeiten, zurückzuziehen.

Art. 3. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses, welcher ins „Memorial“ eingerückt werden soll, beauftragt.

Im Loo, den 12. Mai 1886.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Ed. Thilges.*

Wilhelm.

ANNEXE.

L'an 1886, le 13 mars, à dix heures du matin, devant M^e Jules Reuter, substituant son collègue M^e Léon Majerus, empêché, notaires résidant en la ville de Luxembourg, chef-lieu du Grand-Duché de ce nom, en présence des témoins soussignés, a été tenue au siège social, Avenue de la Porte-neuve à Luxembourg, l'assemblée générale extraordinaire (deuxième convocation) de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de « Société anonyme Luxembourgeoise des chemins de fer et minières Prince-Henri », constituée par acte passé devant le notaire instrumentaire le 16 octobre 1877.

La première assemblée générale extraordinaire, convoquée pour le 16 février 1886, n'a pas réuni le nombre d'actions exigé par l'art. 42, § 2 des statuts, pour délibérer valablement, ainsi que le constate l'acte du notaire instrumentaire en date du même jour.

Sont présents à l'assemblée et comparaissent devant nous notaire les personnes dont les noms, prénoms, qualité et domicile sont indiqués à la liste de présence qui restera ci-annexée, lesquels agissent tant en leur nom qu'au nom de leurs mandants. La dite liste de présence sera signée ne varietur par les témoins instrumentaires et nous notaire et les parties déclarent s'y référer.

Conformément à l'art. 35, § 6 des statuts, M. Jules Urban, ingénieur, demeurant à Bruxelles, en sa qualité de président du conseil d'administration, préside l'assemblée.

Conformément au § 7 de l'art. 35 précité, M. le président s'adjoint MM. Emile Servais, ingénieur, demeurant à Luxembourg, et Victor de Rœbé, conseiller d'État, demeurant à La-rochette, administrateurs de la société, ainsi que MM. Isaac Stern, banquier, demeurant à Bruxelles, et Léonard Mommarts, propriétaire, demeurant à Bruxelles, deux des plus forts actionnaires présents; M. Fritz Pringuier, ingénieur, demeurant à Ixelles-lez-Bruxelles, secrétaire de la société, prend également place au bureau en qualité de secrétaire.

M. le président expose que les convocations à l'assemblée générale extraordinaire ont été faites régulièrement, comme le prescrit l'art. 45 des statuts, par insertions dans les journaux suivants :

L'Étoile Belge, nos 51 et 56 des 20 et 25 février 1886.

La Côte libre, nos 43 et 47 des 20 et 25 février 1886.

Le Freie Wort, nos 49 et 56 des 18 et 25 février 1886.

La Luxemburger Zeitung, nos 49 et 56 des 18 et 25 février 1886.

M. le président expose ensuite qu'aux termes de l'art. 43 des statuts, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les objets pour lesquels la convocation à l'assemblée du 16 février 1886 a eu lieu et qui sont également portés à l'ordre du jour de la présente assemblée.

Cet ordre du jour est ainsi conçu : « Modifications aux statuts en conséquence de la création de 19,000 obligations 3 pCt., décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 23 janvier 1886 pour la conversion des obligations actuellement existantes. »

Ensuite de ce qui précède, M. le président propose à l'assemblée de donner la rédaction suivante à l'art. 8 des statuts de la société :

« Art. 8. — Il pourra être émis, pour la construction du second réseau, une nouvelle série d'obligations jusqu'à concurrence du montant nécessaire, mais qui ne pourra excéder une annuité maxima de 250,000 francs, pour la durée des concessions.

» Il pourra être créé 19,000 obligations de 500 francs rapportant 15 francs d'intérêts annuels et remboursables au pair pendant la durée de la concession, pour être affectées dans les limites de ce qui sera nécessaire à la conversion des obligations 5 pCt. émises conformément à l'art. 7 par voie d'échange, de rachat ou autrement et ce en vertu d'une décision d'une assemblée générale.

» Il est interdit à la société d'affecter à un emprunt quelconque des garanties telles qu'une hypothèque, qui donnerait à cet emprunt un rang privilégié sur les 14,500 obligations actuellement émises ou sur celles qui les remplaceraient et sur les obligations de la seconde série. »

L'assemblée adopte cette proposition à l'unanimité.

Les statuts modifiés seront soumis à l'approbation du Gouvernement royal grand-ducal.

M. Jean Franck, commissaire du Gouvernement, demeurant à Luxembourg, assiste à l'assemblée.

Les procurations, paraphées ne varientur, ainsi que la liste de présence et les journaux ci-annexés, seront soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement en même temps que les présentes.

Dont acte, lu aux comparants et aux témoins en présence des comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, état et demeure.

Fait et passé à Luxembourg, les jour, mois, an et lieu que dessus, en présence des sieurs Nicolas Lefèvre et Bernard Zouang, tous deux mécaniciens, demeurant à Luxembourg, témoins pour ce requis, qui ont signé avec MM. les membres du bureau et le notaire.

(signés) URBAN, L. MOMMERTS, J. STERN, Em. SERVais, V. DE ROEBÉ,
PRINGUIER, N. LEFÈVRE, ZOUANG et J. REUTER.

(Suivent la relation d'enregistrement et la transcription des pièces annexées.)

Pour expédition conforme,

Bekanntmachung. — Ackerbauschule in Ettelbrück,

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß in der Versuchs-Station an der Ackerbauschule zu Ettelbrück die durch Königl.-Großherzogl. Beschluß vom 29. August 1883 vorgesehene Samen-Controle unter folgenden Bedingungen stattfindet:

§ 1. — Zweck der Samencontrole ist die Untersuchung aller der Station zugehenden Sämereien, damit Samenhändler und Land- und Forstwirthe in den Stand gesetzt werden, den Werth ihrer Sämereien kennen zu lernen, resp. für denselben Garantie leisten zu können.

§ 2. — Im Interesse eines wirklich reellen Samenmarktes ist Jedermann berechtigt, gegen Erleg einer bestimmten Lage, die Untersuchung von Samen, mit Ausnahme von Grassmischungen, Küchenkräutern und Blumensämereien, zu verlangen.

§ 3. — Zum Zwecke der Untersuchung sind einzusenden:

Mindestens 50 Grammes von Grassamen, Spörgel, Naps, Birken u. s. w.

Mindestens 100 Grammes von Binsen, Buchweizen, Runkeln, Lein, Kleearten, Nadelhölzern u. s. w.

Mindestens 250 Grammes von Getreidearten, Hülsenfrüchten u. s. w.

Für die Untersuchung von Klee- und Leinarten ist eine Menge von 500 Grammes erfordert.

Alle Proben sollen einen Durchschnitt darstellen und versiegelt eingeschendet werden.

§ 4. — Bei Einsendung der Proben ist mitzutheilen:

1° die Etiquettirung der Waare;

2° diejenigen Punkte, auf welche sich die Untersuchung erstrecken soll.

§ 5. — Die Untersuchungsstation ist verpflichtet, die Kontrolle der eingeschendeten Samen sofort zu beginnen; mit Rücksicht auf die längere Dauer mancher Untersuchungen liegt es im Interesse der Einsender, die Proben möglichst frühzeitig einzusenden.

Auf besondern Wunsch kann schon vor dem endgiltigen Abschlusse ein vorläufiger Bericht erstattet werden, aus dem ein Schluß auf das Endresultat gezogen werden kann.

Eine ordnungsmäßige „Keimkraftprüfung“ erfordert an Zeit:

a) 10 Tage bei Getreide, Klee und Kohlsorten, Naps, Lein, Leinboiter und Timothygras;

b) 14 Tage bei Runkeln, englischem und französischem Raygras;

c) 21 Tage bei Gräsern, außer den unter a) und b) genannten;

d) 28 Tage bei Nadelhölzern, Birken, Erlen u. s. w.

§ 6. — Der Untersuchungsbesund wird nach Beendigung der Untersuchung jedem Einsender gegen Einzahlung der Lage mitgetheilt.

§ 7. — Ein Theil der zur Untersuchung gelangten Probe wird 6 Monate nach der Untersuchung in der Station aufbewahrt.

§ 8. — Alle Samenhandlungsfürmen und Samenproducenten haben das Recht, ein Uebereinkommen auf folgender Grundlage mit der Controllstation zu treffen:

1° Der Verkäufer muß, ohne Beeinträchtigung seines Rechtes auch nach Muster oder ohne Muster zu handeln, seine Waare unter Garantie der Echtheit und einer nach Prozenten namhaft zu machenden Keimfähigkeit und Reinheit, Klee- und Leinarten, Luzerne, Timothygras sowie Lein Klee- und Leinarten frei verkaufen.

2° Für den Fall eines bei der Nachuntersuchung durch die Controllstation sich etwa ergebenden Deficits gegen den garantirten Minimalsatz der Keimkraft wird der Verkäufer, falls dasselbe bei Gräsern und Gemüsesamen 6%, bei allen übrigen 3% überschreitet, es haarkostenlos ersetzen, oder,

wenn der Käufer es vorzieht, die Waare auf seine Kosten zurücknehmen sowie auch dem Käufer die Transportkosten erstatten. In gleicher Weise wird er verfahren, wenn ein bei der Nachuntersuchung sich ergebendes Deficit mit Bezug auf die Reinheit bei Grassamen 4^o/, bei allen übrigen Samen 2^o/. übersteigt.

Enthält ein als Kleeisidfrei garantirter Samen bei der Nachuntersuchung dennoch Kleeisidensamen, so muß der Verkäufer die Waare kostenfrei zurücknehmen und zudem an die Kasse der Controllstation eine Summe von 5^o/. des Verkaufspreises entrichten.

3^o Für die Untersuchung werden folgende Pauschalsummen festgestellt:

Für 12 vollständige Analysen,	Fr. 42;	Durchschnitt	3,50.
" 25	" 75;	"	3,00.
" 50	" 125;	"	2,50.
" 100	" 200;	"	2,00.

Für jede weitere Analyse gilt der Durchschnittspreis; einzelne Bestimmungen werden als partielle Analysen berechnet, und zwar die Bestimmungen der Reinheit und Keimfähigkeit je als eine halbe Analyse, auch Kleeisidbestimmung als eine halbe Analyse.

4^o Der Untersuchungsbesund kann dem Käufer gegenüber nur dann als Attest verwendet werden, wenn ein Garantieschein nach unten folgendem Muster ausgestellt ist.

5^o Die Käufer haben zum Zwecke der Prüfung der von der Firma bei Käufen unter Garantieleistung gemachten Qualitätsangabe das Recht, von der Controllstation eine Nachkontrolle der gekauften Waare gratis zu verlangen, wenn der Werth derselben wenigstens die Summe von 25 Fr. beträgt. Hat der Käufer verschiedene Samen sorten angekauft, welche im ganzen den Werth von 25 Franken wenigstens betragen, so steht es ihm frei, eine ihm beliebige Sorte der angekauften Waare zur Gratis-Analyse einzusenden.

6^o Bei Käufen, die von solchen Firmen stattfinden, ist es im Interesse des Käufers sowohl wie des Verkäufers, daß die der Station zur Nachuntersuchung übermittelte Probe eine „Correkte Durchschnittsprobe“ darstelle und sofort nach Empfang der Waare eingeschendet werde; damit dieselbe als juristische Unterlage für etwaige Ersagansprüche dienen könne, sind „zwei unbefangene Zeugen“ beizuziehen, welche: 1^o die Unverletztheit der Verpackung constatieren; 2^o vor denen die Probe regelrecht entnommen und versiegelt wird; welche 3^o die Punkte 1^o und 2^o durch ihre Unterschrift auf dem Geleitschreiben bestätigen.

Zur Gewinnung der Durchschnittsprobe ist entweder ein Probestecher zu benutzen oder es ist ein Theil der Waare auszuleeren, zu mischen und aus dieser durch Entnahme von Proben an verschiedenen Stellen das Durchschnittsmuster zu ziehen, oder es ist durch Herausnahme von Proben an mehreren Stellen der Collis das Muster herzustellen.

7^o Wenn das Resultat der Analyse der beim Kaufe gemachten Qualitätsangabe nicht entspricht, und wenn von Seiten des Käufers den Bestimmungen des vorstehenden Punktes gefolgt wurde, so steht dem Käufer das Recht zu, die Waare dem Verkäufer zur Disposition zu stellen, sowie auch die Transportkosten zurückzufordern, oder er kann sich bereit erklären, den im § 2 vorgesehenen Ersatz anzunehmen.

8^o Der Ersaganspruch des Käufers erlischt, wenn zwischen Empfang der Waare und Einsendung der Probe an die Station seitens des Empfängers mehr als 3 Tage verfloßen sind; ebenso, wenn die Reklamation an die Firma nicht umgehend nach Empfang der Mittheilung von der Station erfolgt.

9^o Erlaubt die Nachuntersuchung auffallende Differenzen, d. h. Ueberschreitung von 10^o/. resp.

6% rüchfichtlich der Keimfähigkeit, von 8% resp. 4% rüchfichtlich der Reinheit (siehe Art. 2) gegenüber der Garantieangabe, so hat die Firma das Recht, in kürzester Frist eine nochmalige Untersuchung in Gegenwart eines Vertrauensmannes durch die Controllstation machen zu lassen.

10° Die Controllstation ist berechtigt, im Falle der Nichtbeobachtung eines Paragraphen des Uebereinkommens seitens des andern Theiles dasselbe sofort aufzulösen.

11° Es wird jährlich die Liste der mit der Controllstation in Verbindung stehenden Firmen im „Memorial“ und im „Programme der Ackerbauschule“ veröffentlicht werden.

12° Dem Verkäufer steht es frei, in seinen Geschäftsanzeigen anzuführen, daß er mit der Controllstation ein Uebereinkommen getroffen habe.

13° Das Uebereinkommen ist jedes Mal gültig für die Dauer eines Jahres.

§ 11. — Das Honorar für die Untersuchung der Samen von Firmen und Käufern, welche nicht das im § 8 vorgesehene Uebereinkommen mit der Controllstation getroffen haben, ist folgendes:

- a) Prüfung auf Keimkraft 2 Franken.
- b) Prüfung auf Reinheit 2 „
- c) Auffuchen der Kleeseide 2 „
- d) Botanische Bestimmung fremdländischer Samen 2 bis 10 Franken.
- e) Bestimmung des Hektolitergewichtes 1 Franken.

Sugemburg, den 8. Mai 1886.

Der Staatsminister, Präsident der Regierung,
Ed. Thilges.

Garantie-Schein.

Der Unterzeichnete lieferte heute an
in folgende Samenarten mit den beigesehten Gehaltsgarantien und Anspruch auf eine
Nachuntersuchung gratis bei der Controll-Station in Ettelbrück.

Benennung der Samen.	Verkauftes Quantum. Kilo.	Preis per Kilo.		Garantie		
		Fr.	E.	Reinheit. Die Waare enthält reine Samen. %	Keimfähigkeit. Von den reinen Samen Keimen: %	Sonstige Garantie, ob Kleeseidefrei etc.
1						
2						
3						

Ort und Datum:

Unterschrift:

Dieser Schein ist bei der an die Controll-Station einzusendenden Probe beizulegen.

Bescheinigung der Zeugen.

Die unterzeichneten bei der Probenentnahme anwesend gewesenen Zeugen bescheinigen, daß die Verpackung der Waare vor der Probenentnahme unberührt, Signa und Nummern richtig waren, und daß die zu untersuchenden Proben vollständig entnommen wurden.

Ort und Datum:

Unterschrift der Zeugen:

Die Käufer haben das Recht, eine Nachcontrolle der gekauften Waare gratis zu verlangen, wenn der Wert derselben wenigstens die Summe von 25 Fr. beträgt. Dem Käufer von verschiedenen Samenforten, deren Wert wenigstens die Summe von 25 Fr. beträgt, steht es frei, eine ihm beliebige Sorte der angekauften Waare zur Gratis-Analyse einzusenden.

Zur Zwecke der Untersuchung sind einzusenden:

- mindestens 50 Gramm von Grassamen, Spörgel, Kaps, Kohlsarten, Birken zc.
- mindestens 100 Gramm von Linsen, Buchweizen, Munkeln, Weiz, Kleearten, Kadelhölzern zc.
- mindestens 250 Gramm von Getreibearten, Hülsenfrüchten zc.

für die Untersuchung von Kleeerde ist eine Menge von 500 Gramm erforderlich.

Alle Proben sollen einen Durchschnitt darstellen und versiegelt eingeschendet werden.

Zur Gewinnung der Durchschnittsprobe ist entweder ein Probenstecher zu besitzen, oder es ist ein Theil der Waare auszukleeren, zu mischen und aus dieser durch Entnahme von Proben an verschiedenen Stellen das Durchschnittsmuster zu ziehen, oder es ist durch Herausnahme von Proben an mehreren Stellen der Collis das Muster herzustellen.

Wenn das Resultat der Nachuntersuchung der garantirten Qualität nicht entspricht, so muß der Verkäufer die Waare auf seine Kosten zurücknehmen, oder eine dem Reglemente entsprechende Preisermäßigung eintreten lassen.

Der Erfahnspruch des Käufers erlischt, wenn die Saatwaare bereits verwendet ist, so daß eine Nachuntersuchung zur Constatirung der Identität wegfällt, ebenso wenn zwischen Empfang der Waare und Einschendung der Probe seitens des Empfängers mehr als 3 Tage verlossen sind; ebenso wenn die Reclamation an die Firma nicht umgehend nach Empfang der Mittheilung von der Station erfolgt.

Avis. — Brevets d'invention.

Les brevets d'invention ci-après ont été délivrés pendant le mois d'avril écoulé en exécution de la loi du 30 juin 1880, savoir:

N° 671. Le 3 avril. — A MM. Antoine Rossi et Charles Hellfrisch, domiciliés à Offenbachs.-Main, représentés par M. Alphonse Munchen, ingénieur, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour ses mandants, à Luxembourg, en sa demeure; — pour un procédé pour l'obtention d'un corps semblable à la gomme arabique, en apparence et effet.

N° 672. Le 6 avril. — A la Société civile propriétaire de système de serrage par boulons sans filets ni écrou, domiciliée à Paris; même représentation; — pour un système de boulon sans filets ni écrou.

N° 673. Le 7 avril. — A la firme Schwengers Söhne à Uerdingen s/Rhin, représentée par M. Auguste Liger, avocat-avoué, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour ses mandants, à Luxembourg, en son étude; — pour un procédé de désucration de la mélasse et

Bekanntmachung. — Erfindungspatente.

Folgende Erfindungspatente sind im Laufe des verlossenen Monats April in Gemäßheit des Gesetzes vom 30. Juni 1880, verliehen worden:

Nr. 671. Am 3. April. — Den H. Anton Rossi und Karl Hellfrisch, wohnhaft zu Offenbach a. M., vertreten durch Hrn. Alphonse München, Ingenieur, welcher für sich und seine Vollmachtgeber zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domizil erwählt hat; — auf ein Verfahren zur Darstellung eines dem arabischen Gummi in Aussehen und Wirkung ähnlichen Körpers.

Nr. 672. Am 6. April. — Der bürgerlichen Gesellschaft, Eigentümerin des Systems der Zusammenziehung durch Bolzen ohne Schraubengewinde und Schraubenmutter, zu Paris; dieselbe Vertretung; — auf einen Bolzen ohne Schraubengewinde und Schraubenmutter.

Nr. 673. Am 7. April. — Der Firma „Schwengers Söhne in Uerdingen am Rhein“, vertreten durch Hrn. August Liger, Advokat-Anwalt, welcher für sich und seine Vollmachtgeber zu Luxemburg in seiner Amtsstube, Domizil erwählt hat; — auf ein Verfahren zur

des sirops avec préparation des sels contenus dans la mélasse, tels que les oxalates.

N° 674. Le 10 avril. — A M. Thomas Steven *Lindsay*, domicilié à Londres, représenté par M. Jean-Pierre Wenger, huissier, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en son étude: — pour perfectionnements dans la production de gaz permanents pour l'éclairage, le chauffage et les applications métallurgiques.

N° 675. Le 21 avril. — A M. Frédéric *Coblyn*, ingénieur à Seraing, représenté par M. Ferdinand Ludwig, commis, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure; — pour un appareil du rail vignole sur les traverses métalliques.

N° 676. Le 23 avril. — A M. Antonio *Montenegro*, domicilié à Madrid, représenté par M. Alphonse Munchen, ingénieur, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour son mandant, à Luxembourg, en sa demeure; — pour un procédé de chauffage économique uniforme et rationnel des appartements.

N° 677. Le 30 avril. — A MM. Émile *Lhoest*, Alexandre *Lhoest* et Jules *Lhoest*, domiciliés à Paris, représentés par M. Ferdinand Ludwig, commis, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour ses mandants, à Luxembourg, en sa demeure; — pour une voiture mécanique par attraction dite «Lhoestroule».

Les droits découlant des brevets d'invention énumérés ci-après qui ont été délivrés à la société par actions dite «*Fabrik chemischer Produkte zu Berlin*», ont été transmis par cession à la firme «*Benno Jaffé et Darmstaedler* à Charlottenbourg».

Cette dernière firme est représentée en cette occurrence par M. Auguste Liger, avocat-avoué, qui a fait élection de domicile, pour lui et pour sa nouvelle mandante, à Luxembourg en son étude.

von Melassen und Zuckersyrupen unter gleichzeitiger Gewinnung der in der Melasse enthaltenen Salze als oxalsaure Verbindungen.

Nr. 674. Am 10. April. — Dem Hrn. Thomas Steven *Lindsay*, wohnhaft zu London, vertreten durch Hrn. Joh. Peter Wenger, Gerichtsvollzieher, welcher für sich und seinen Vollmachtgeber zu Luxemburg, in seiner Amtsstube Domizil erwählt hat; — auf Verbesserungen in der Herstellung von permanenten Gasen zur Heizung, Beleuchtung und zu metallurgischen Zwecken.

Nr. 675. Am 21. April. — Dem Hrn. Friedrich *Coblyn*, Ingenieur zu Seraing, vertreten durch Hrn. Ferdinand Ludwig, Commis, welcher für sich und seinen Vollmachtgeber zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domizil erwählt hat; — auf einen Verbindungsapparat der Bignolschiene auf Metallschwellen.

Nr. 676. Am 23. April. — Dem Hrn. Antonio *Montenegro*, wohnhaft zu Madrid, vertreten durch Hrn. Alphonse München, Ingenieur, welcher für sich und seinen Auftraggeber zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domizil erwählt hat; — auf ein sparsames gleichmäßiges und rationelles Heizverfahren für Wohnräume.

Nr. 677. Am 30. April. — Den Hh. Emil *Shöst*, Alexander *Shöst* und Julius *Shöst*, wohnhaft zu Paris, vertreten durch Hrn. Ferdinand Ludwig, Commis, welcher für sich und seine Vollmachtgeber, zu Luxemburg, in seiner Wohnung, Domizil erwählt hat; — auf einen mechanischen Wagen durch Attraction, genannt „Lhoestroule“.

Die aus nachstehenden der zu Berlin sesshaften Actiengesellschaft „*Fabrik chemischer Produkte zu Berlin*“ ertheilten Erfindungspatente entspringenden Rechte sind von letzterer auf die Firma „*Benno Jaffé und Darmstaedter* in Charlottenbourg übertragen worden.

Bestgenannte Firma ist als solche durch Hrn. Rechtsanwalt August Liger, welcher für sich und seine neue Vollmachtgeberin zu Luxemburg, in seiner Amtsstube, Domizil erwählt hat.

1° Brevet N° 226, délivré le 15 octobre 1882, à MM. les D^r Otto Braun et professeur D^r Oscar Liebreich, sous la dénomination de « Procédé pour obtenir la lanoline, matière grasse hydratée neutre », dont la cession à la société « Fabrik chemischer Produkte à Berlin », a été précédemment demandée et enregistrée.

2° Brevet N° 621, du 5 décembre 1885, délivré à la société « Fabrik chemischer Produkte à Berlin », comme premier certificat d'addition au brevet mentionné sub 1° sous la dénomination de « Innovations aux procédés de séparation et de purification du suint de laine sous forme d'une combinaison de cette matière avec l'eau appelée lanoline ».

3° Brevet N° 638, délivré à la même société comme deuxième certificat d'addition au N° 226, sous la dénomination de « Procédé pour l'extraction de la lanoline et de la lanoline anhydre des eaux de laveries de laine et du suint de laine du commerce ».

1° Patent Nr. 226 vom 15. Oktober 1882, erteilt auf den Namen D^r Otto Braun und Professor D^r Oskar Liebreich unter dem Titel „Verfahren zur Darstellung von Lanolin“ einem neutralen wasserhaltigen Fett, dessen Uebertragung an die Gesellschaft „Fabrik Chemischer Produkte zu Berlin“ bereits beantragt und auch registriert worden ist.

2° Patent Nr. 621 vom 5. Dezember 1885, erteilt auf den Namen der Gesellschaft: „Fabrik Chemischer Produkte zu Berlin“ als erstes Zusatzpatent zu dem unter 1° erwähnten Patente unter dem Titel: „Neuerungen an den Verfahren zur Abscheidung und Reinigung von Wollfett in Form einer „Lanolin“ genannten Verbindung desselben mit Wasser“.

3° Das Patent Nr. 638 vom 7. Januar 1886, erteilt auf den Namen der Fabrik Chemischer Produkte als 2. Zusatzpatent zu dem Patent Nr. 226 unter dem Titel „Verfahren zur Darstellung von Lanolin und wasserfreiem Lanolin aus den Abwässern der Wollwäschereien und aus künstlichem Wollfett.“

Les brevets d'invention ci-après sont éteints pour défaut de paiement de la taxe annuelle :

N° 106. — Procédé de production de masses basiques fortement frittées.

N° 110. — Procédé de fabrication de la magnésie avec le calcaire magnésique, la dolomie ou la magnésie calcaire.

N° 112. — Appareil de distillation sèche ou desublimation, applicable aux matières solides, ou aux mélanges de matières solides et liquides, à chargement mécanique avec chambres séparées pour la distillation ou la sublimation et pour l'évacuation et marchant d'une manière continue.

N° 114. — Innovations aux chambres de gazification et à leur disposition pour appareils distillatoires ou sublimatoires, pour les fours à coke, les générateurs etc. (Certificat d'addition au brevet d'invention n° 112).

N° 115. — Fours à dégazer (fours à coke) à chargement mécanique régulier et gazification

Nachstehende Erfindungspatente sind erloschen wegen Nichtzahlung der jährlichen Gebühr :

Nr. 106. — Verfahren zur Herstellung stark gefritteter basischer Massen.

Nr. 110. — Verfahren zur Darstellung von Magnesia aus magnesiashaltigem Kalk, Dolomit oder kalkhaltigem Magnesit.

Nr. 112. — Apparate für trockene Destillation resp. Sublimation (also für feste Materialien oder Mischungen solcher mit flüssigen Materialien) mit mechanischer Beschickung, getrennten Destillations- resp. Sublimations- und Entleerungsräumen und kontinuierlichem Betrieb.

Nr. 114. — Neuerungen an Entgasungsräumen und deren Anordnung für Destillations- oder Sublimations-Apparate, Koksöfen, Generatoren (Zusatzpatent zu Nr. 112).

Nr. 115. — Combination von Entgasungsöfen (Koksöfen) mit mechanischer regelmäßiger Be-

continue sous pression, combinés avec la production de goudron, d'ammoniaque et de produits analogues de la gazification. (Nouveau certificat d'addition au brevet d'invention n° 112.)

N° 183. — Procédé et appareils de fabrication de tuyaux soudés en tôle.

N° 321. — Certificat d'addition au brevet n° 183.

N° 346. — Système de mécanisme destiné à teindre les coupes des gants et applicable à toutes machines employées à la couture de ces articles.

N° 348. — Système de persienne mouvante pour tour d'église et maisons particulières etc.

N° 349. — Lampe électrique à arc voltaïque et solénoïde, dite « Lampe Tabourin ».

N° 480. — Perfectionnement dans la production de la force motrice.

N° 481. — Nouveau système de cylindre pour machine de chapellerie, dite fouleuse, pouvant être appliquée aux machines à feutrer, à apprêter les étoffes, à fabriquer le papier etc.

N° 482. — Procédé de transformation des eaux pluviales en courants souterrains pour enrichir le sol et éviter les inondations.

N° 483. — Échelle et sac de sauvetage d'incendie.

Luxembourg, le 7 mai 1886.

Pour le Ministre d'État, président
du Gouvernement,
Le Conseiller secrétaire général,
P. RUPPERT.

Avis. — Dette publique. Emprunt de 1859.

Le tirage au sort qui a eu lieu le 1^{er} du mois courant pour la désignation des obligations de l'emprunt de 1859, remboursables au 1^{er} juillet 1886 et respectivement au 1^{er} janvier 1887, a donné le résultat suivant :

I. Échéance du 1^{er} juillet 1886. — I. Fälligkeit vom 1. Juli 1886.

Litt. A. — Nos. 108, 372, 633, 651, 681, 835, 937.

schädigung, kontinuierlicher Entgasung (Verkohlung), unter Druck u. s. w. mit Gewinnung von Theer, Ammoniak und dergleichen Nebenprodukten der Entgasung (Neues Zusatzpatent zu Nr. 112).

Nr. 183. — Verfahren und Apparate zur Herstellung von Knieröhren aus Blech.

Nr. 321. — Zusatzpatent zu Nr. 183.

Nr. 346. — Mechanismus zum Färben der Handschuhstücke, anwendbar auf alle Handschuhnähtmaschinen.

Nr. 348. — System von beweglichen Sommerläden für Kirchtürme und Privathäuser.

Nr. 349. — Elektrische Bogenlichtlampe mit Solenoiden, genannt „Tabourin-Lampe“.

Nr. 480. — Verbesserungen in der Erzeugung der Triebkraft.

Nr. 481. — Neues Cylindersystem für Gutmachermaschine, genannt „Fouleuse“ (Wallaпарат), auch für Walkmaschinen, zum Appretieren von Geweben und in der Papierfabrikation zu verwenden.

Nr. 482. — Verfahren aus den Regenniederschlägen unterirdische Wasserläufe zu bilden zur Anreicherung des Bodens und Verhütung von Ueberschwemmungen.

Nr. 483. — Feuerleiter und Rettungsseil.

Luxemburg, den 7. Mai 1886.

Für den Staatsminister, Präsidenten
der Regierung,
Der Regierungsrath u. Generalsekretär,
P. R u p p e r t.

**Bekanntmachung. — Öffentliche Schuld.
Anlehen von 1859.**

Die am 1. d. Mts. stattgehabte Verlosung der am 1. Juli 1886 bzw. 1. Januar 1887 rückzahlbaren Obligationen des Staatsanlehens von 1859 hat nachstehendes Ergebnis gehabt :

- Litt. B. — Nos 59, 67, 329, 351, 508, 521, 852, 887, 1246, 1296, 1789, 1857, 1980, 2052, 2067, 2376, 2585, 2633, 2640, 2694, 2724, 2806, 3234, 3291, 3388, 3839, 3881, 3993, 4037, 4044, 4439, 4590, 4622, 4748.
- Litt. C. — Nos 141, 230, 267, 361, 372, 403, 518, 706, 753, 823, 884, 1132, 1414, 1450, 1524, 1551, 1815, 2151, 2401, 2782, 2836, 3008, 3154, 3243, 3276, 3525, 3588, 3707, 3714, 3970, 3987, 4079, 4088, 4201, 4362, 4380, 4457, 4604.

II. *Échéance du 1^{er} janvier 1887.* — II. *Fälligkeit vom 1. Januar 1887.*

- Litt. A. — Nos 220, 317, 336, 646, 708, 709, 961.
- Litt. B. — Nos 89, 383, 394, 436, 467, 513, 524, 616, 745, 1056, 1066, 1356, 1531, 1791, 1839, 2153, 2372, 2525, 2729, 2763, 3030, 3044, 3078, 3263, 3457, 3596, 3657, 3953, 4015, 4055, 4080, 4108, 4209, 4293, 4334.
- Litt. C. — Nos 2, 185, 225, 369, 464, 492, 720, 908, 965, 981, 1054, 1072, 1273, 1754, 1991, 2087, 2104, 2148, 2185, 2532, 3015, 3212, 3337, 3358, 3384, 3422, 3538, 3571, 3574, 3733, 4103, 4162, 4234, 4244, 4597, 4740, 4810, 4929.

Tous ces titres seront remboursés au pair, à Luxembourg, par la Banque Internationale, ou à Francfort s./M., par les maisons de banque M.-A. de Rothschild et fils et d'Erlanger et fils.

Les obligations suivantes, sorties aux tirages antérieurs, n'ont pas encore été présentées au remboursement, savoir :

- Litt. A. — Nos 379, 387, 850.
- Litt. B. — Nos 579, 1618, 1620, 1667, 1953, 2330, 2368, 2561, 3437, 4073, 4245.
- Litt. C. — Nos 472, 1078, 2095, 2486, 2529, 2631, 3046, 3174, 3549, 3724, 3786.

Luxembourg, le 5 mai 1886.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Die Rückzahlung dieser Stücke geschieht pari zu Luxemburg, durch die Internationale Bank, oder zu Frankfurt a. M., durch die Bankhäuser M. v. Rothschild u. Sohn, u. v. Erlanger u. Söhne.

Nachstehende bei früheren Verlosungen gezogenen Obligationen sind noch nicht zur Heimzahlung präsentirt worden :

Luxemburg, den 5. Mai 1886.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Bains de Mondorf.

Les personnes qui sont dans le cas de solliciter le secours gratuit de l'établissement des bains de Mondorf, auront à en faire la demande par écrit qu'ils adresseront à M. *Henrion*, conseiller de Gouvernement. Ils joindront à leur demande un certificat du médecin, ainsi qu'un extrait des rôles des contributions.

Luxembourg, le 7 mai 1886.

Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Bad Mondorf.

Diejenigen, welche im Falle sind, den unentgeltlichen Gebrauch einer Bade- oder Kaltwasserkur in Mondorf nachzusuchen, haben sich diesbezüglich an den Hrn. Regierungsrath *Henrion* zu wenden. Dem Gesuche sind ein Attest des Arztes sowie ein Auszug aus den Steuerrollen beizulegen.

Luxemburg, den 7. Mai 1886.

Der General-Director der Justiz,
P. E y s c h e n.

